



**DECISION N° 015/19/ARMP/CRD/DEF DU 30 JANVIER 2019
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES, SUR LA SAISINE DE LA PLATEFORME D'APPUI AU
SECTEUR PRIVE ET A LA VALORISATION DE LA DIASPORA SENEGALAISE EN
ITALIE (PLASEPRI) SOLLICITANT L'AUTORISATION EXCEPTIONNELLE DE FAIRE
IMMATRICULER LE MARCHÉ RELATIF A LA FOURNITURE DE VEHICULE DE
LADITE PLATEFORME, SUITE AU REFUS DE LA DIRETION CENTRALE DES
MARCHES PUBLICS (DCMP)**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des marchés publics ;

VU le décret n° 2014-1472 du 18 novembre 2014 portant régime financier et comptable des établissements publics, des agences et autres structures administratives similaires ou assimilées ;

VU le décret n° 2017-527 du 11 avril 2017 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret n° 2018-802 du 30 avril 2018 ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 04-17 du 20 avril 2017 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends ;

VU la demande d'autorisation de la Plateforme d'Appui au Secteur Privé et à la Valorisation de la Diaspora Sénégalaise en Italie (PLASEPRI) reçue le 04 janvier 2019 ;

Après avoir entendu le rapport de M. Ely Manel FALL, Conseiller juridique chargé des études et de la stratégie de développement de l'ARMP, rapporteur présentant les moyens et les conclusions des parties ;

En présence de Monsieur Oumar SAKHO, Président ; de Messieurs Ibrahima SAMBE, Alioune Badara FALL et Abdourahmane NDOYE, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision

Par courrier, reçu et enregistré le 07 janvier 2019 au Secrétariat du CRD sous le numéro 009/CRD, la Plateforme d'Appui au Secteur privé et à la Valorisation de la Diaspora sénégalaise en Italie (PLASEPRI) a saisi le comité de Règlement des Différends pour solliciter l'autorisation de faire immatriculer le marché relatif à la fourniture de véhicule.

SUR LA RECEVABILITE

Considérant que le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP, en son article 22, donne compétence à la Commission des Litiges du Comité de Règlement des Différends de statuer sur les saisines relatives aux litiges opposant les organes de l'Administration intervenant dans le cadre de la procédure de passation ou d'exécution des marchés publics et délégations de service public ;

Considérant que la saisine de la Plateforme d'Appui au Secteur privé et à la Valorisation de la Diaspora sénégalaise en Italie (PLASEPRI) en sa qualité d'autorité contractante, est consécutive au refus de la Direction Centrale des Marchés Publics, d'immatriculer le marché susvisé ;

Considérant que le Code des Marchés publics ne fixe pas, dans ce cas de figure, un délai de saisine du CRD ;

Qu'en conséquence, il y a lieu de déclarer la saisine de la PLASEPRI recevable.

LES FAITS

La PLASEPRI a obtenu des autorités sénégalaise des ressources dans la cadre du Budget Consolidé d'Investissement (BCI), suite à la validation d'une phase II de son programme et a l'intention d'utiliser ce financement pour effectuer des paiements au titre du marché relatif à l'acquisition de véhicules au profit de son Unité de Programme, basée à la Direction de la Microfinance sise au lot 90 Sotrac Mermoz.

A cet effet, il a lancé une Demande de Renseignement et de Prix restreinte à laquelle elle a invité cinq entreprises à présenter une offre :

- EMG UNIVERSAL ;
- CFAO ;
- CAETANO ;
- AFRICAINE DE L'AUTOMOBILE ;
- SERA.

A l'ouverture des plis, le 30 juillet 2018, deux (02) offres ont été reçues et les montants, ci-dessous, lus publiquement :

N° pli	Candidats	Prix des Offres lus publiquement en FCFA TTC
1	EMG Universal	31 500 000
2	CAETANO FORMULA SENEGAL	28.900.000

Après évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement à CAETANO FORMULA SENEGAL, le 17 août 2018, pour un montant de 28 900 000 FCFA TTC. L'attribution provisoire du marché a été notifiée à CAETANO FORMULA SENEGAL, le 30 août 2019.

Aux fins d'immatriculation, la PLASEPRI a transmis à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), le marché relatif à l'acquisition de véhicules, souscrit par les parties.

L'organe chargé du contrôle a priori a formulé des observations sur le nombre d'originaux et de copies du contrat à soumettre, de même que sur justificatifs des formalités de publicité de la DRP et de l'Avis d'attribution provisoire avant de soumettre l'immatriculation du contrat, à des conditions justifiant la saisine du Comité de Règlement des Différends par l'autorité contractante.

LES MOYENS DEVELOPPES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

A l'appui de sa saisine, la PLASEPRI fait observer qu'elle a sollicité l'immatriculation du marché en fournissant pour l'examen trois (3) originaux et quatre (4) copies couleurs ou scannées du contrat de marché.

Toutefois, elle informe que la DCMP a exigé la transmission, outre le fond de dossier, de cinq (5) originaux et deux (2) copies du contrat avant de procéder à l'immatriculation du marché ainsi qu'une copie de la publicité de lancement de la Demande de Renseignement et de Prix et de l'avis d'attribution provisoire.

La PLASEPRI considère que s'agissant d'une DRP restreinte, il n'est pas exigé la publication d'un avis afin de réduire les délais des procédures de passation.

En définitive, la PLASEPRI sollicite l'arbitrage du Comité de Règlement des Différends pour une issue favorable permettant à la DMPC d'immatriculer le marché susvisé.

LES MOTIFS DE REJET DE LA DCMP

La DCMP a sollicitée, pour accéder à la demande d'immatriculation du marché, la transmission :

- du fond du dossier
- de cinq (5) originaux et deux (2) copies du contrat
- d'une copie de la publicité de lancement de la Demande de Renseignement et de Prix et de l'Avis d'attribution provisoire.

OBJET DU LITIGE

Il ressort de la saisine et des moyens qui la sous-tendent que le litige porte sur une autorisation d'immatriculation du marché, susvisé, nonobstant les observations de la DCMP.

EXAMEN DU LITIGE

Considérant que l'article 86 du Code des Marchés publics dispose que les marchés régulièrement conclus, y compris ceux passés par demandes de renseignements et de prix à compétition ouverte, sont transmis à la Direction chargée de contrôle des marchés publics pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'autorité contractante ;

Considérant que selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n°00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demandes de renseignements et de prix, prit en application de l'article 78 du code des marchés publics, les marchés de l'Etat, des collectivités locales et des Etablissements publics sont obligatoirement passés par demande de renseignements et des prix à compétition restreinte lorsque les montants sont inférieurs :

- 25 000 000 francs CFA pour les Travaux
- 15 000 000 francs CFA pour les services et fournitures courantes
- 25 000 000 francs CFA pour les prestations intellectuelles

Qu'il ressort des dispositions, susvisées, qu'un marché de services ou de fournitures courantes ne peut être conclu par DRP à compétition restreinte que si le montant estimatif de ce dernier est inférieur à 15.000.000 FCFA ;

Considérant qu'il apparaît de l'instruction du dossier que le marché litigieux est passé par DRP à compétition restreinte malgré que l'autorité contractante avait estimé son budget à 30 000 000 FCFA ;

Que la proposition d'attribuer le marché à CAETANO FORMULA SENEGAL, pour un montant TTC de 28 900 000 FCFA, dépasse le seuil autorisant le recours à une DRP à compétition restreinte ;

Que ce faisant, le montant auquel le marché est attribué indique que la passation de ce dernier devait se faire par demande de renseignements et de prix à compétition ouverte en ce sens que celui-ci est compris entre 15 000 000 et 50 000 000 FCFA ;

Considérant que dans ces conditions, l'organe chargé du contrôle a priori est en droit de réclamer à l'autorité contractante une copie de l'avis d'appel à la concurrence et de l'avis d'attribution provisoire afin de se faire une religion sur la régularité de la procédure ;

Que l'argument de l'autorité contractante selon laquelle la DCMP ne doit pas lui réclamer lesdits avis parce qu'elle a procédé par demande de renseignements et de prix à compétition restreinte, ne peut pas prospérer, au regard du non-respect des règles de passation exigées pour la conclusion du marché en question ;

Considérant, enfin, que selon l'article 51 du Code des Obligations de l'Administration, le contrat conclu en violation des règles de forme imposées par la loi est nul de nullité absolue ;

Que, dès lors, il y a lieu de constater la nullité de la procédure de passation du marché, susvisé, et d'ordonner sa reprise par demande de renseignement et de prix à compétition ouverte afin de se conformer à la réglementation ;

PAR CES MOTIFS

- 1) Constate que la PLASEPRI a lancé une DRP à compétition restreinte pour la passation d'un marché estimé à 30 000 000 FCFA TTC ;
- 2) Constate que ledit marché est attribué à 28 900 000 FCFA TTC justifiant qu'il devait être conclu par demande de renseignements et de prix à compétition ouverte ;

- 3) Dit qu'ainsi, l'organe chargé du contrôle a priori est en droit de réclamer à l'autorité contractante, pour l'immatriculation du marché, une copie de l'avis d'appel à la concurrence et de l'avis d'attribution provisoire ;
- 4) Dit que l'autorité contractante, en procédant par demande de renseignements et de prix à compétition restreinte, ne s'est pas conformée aux règles de passation exigées pour la conclusion du marché ;
- 5) Constate la nullité de la procédure de passation du marché, susvisé, au regard de l'article 51 du COA ;
- 6) Ordonne, en conséquence, sa reprise par demande de renseignements et de prix à compétition ouverte ;
- 7) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à la Plateforme d'Appui au Secteur privé et à la Valorisation de la Diaspora sénégalaise (PLASEPRI) et à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président



Oumar SAKHO

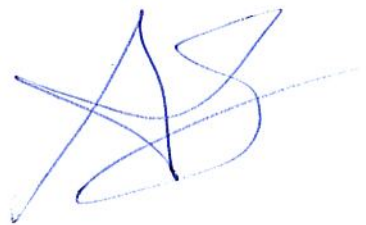
Les membres du CRD



Ibrahima SAMBE



Alioune Badara FALL



Abdourahmane NDOYE

**Le Directeur Général
Rapporteur**



Saër NIANG

